



Hindatou Amadou Du terrain à la table des négociations, une voix sans frontières



Hindatou Amadou est une figure majeure du plaidoyer pastoral en Afrique de l'Ouest. Au sein de l'Association pour la promotion de l'élevage au Sahel et en savane (Apress) et à la tête de la Plateforme régionale Lait local, elle défend depuis plus de quinze ans les femmes éleveuses, les exploitations familiales et les filières laitières locales.

« Je suis issue d'une famille de marabouts et de grands éleveurs originaires de la région de Gao, au Mali. À la recherche de meilleurs pâturages, mes arrière-grands-parents ont traversé le Niger avant de s'installer à Sebba, dans le nord du Burkina Faso. Très tôt, j'ai compris que l'élevage était bien plus qu'une activité économique : il faisait vivre notre famille, finançait notre éducation et permettait d'investir.

À sept ans, mon père a voulu me garder à la maison pour m'enseigner uniquement le Coran. Mais je voulais apprendre à lire, à écrire et à parler français, comme mes frères et sœurs. J'ai alors demandé à son meilleur ami de plaider ma cause. Dès le lendemain, mon père m'inscrivait à l'école. Ce fut ma première expérience de plaidoyer. Au lycée, on me surnommait déjà "l'ambassadrice", car je défendais les plus vulnérables.

Après un DEA en économie de l'environnement, j'ai travaillé au Bénin sur le genre et le développement rural, avant de rejoindre

l'Apress en 2008. J'y suis devenue responsable du plaidoyer et des questions de genre en 2015. Mon objectif était de rendre visible le rôle économique des femmes dans l'élevage pastoral. Le suivi du bétail, la traite, la transformation et la vente du lait sont encore souvent considérés comme une simple aide familiale. Pourtant, ces activités contribuent directement à la résilience des exploitations.

Les bilans simplifiés réalisés par l'Apress ont permis de mesurer les apports de chaque membre de la famille. J'ai également contribué à l'élaboration de l'outil "Les 10 réalités sur les inégalités entre les hommes et les femmes dans le monde agricole en Afrique de l'Ouest", puis à son adaptation au secteur de l'élevage dans une collaboration entre l'Apress et le Réseau Billital Maroobé.

Mais rendre ce travail visible ne suffisait pas : il fallait aussi renforcer la place des femmes dans les décisions. À mon arrivée, seules deux femmes siégeaient au bureau exécutif de l'Apress, composé de douze membres. Lors des assemblées générales, elles participaient peu aux débats et s'occupaient surtout des animations culturelles. Nous avons plaidé pour une participation formelle, des quotas et des espaces de dialogue. Des espaces locaux et nationaux de concertation des femmes éleveuses ont ainsi été créés. Des représentantes de leurs présidentes nationales ont vocation à siéger au conseil d'administration de l'Apress.

J'ai ensuite gagné la confiance de mes collègues, ce qui m'a permis de devenir la coordinatrice de la Plateforme régionale multi-acteurs d'appui à la promotion du lait local en Afrique de l'Ouest et au Sahel. Cette mobilisation s'est renforcée en 2018 face à la concurrence de la poudre de lait importée, réengraissée avec des matières grasses végétales et vendue 30 à 50 % moins cher que

le lait local. Des organisations paysannes régionales et des ONG ont alors lancé les campagnes "Mon lait est local" et "N'exportons pas nos problèmes". Leur mise à l'échelle a donné naissance à la Plateforme régionale Lait, dont l'Apress assure le secrétariat permanent.

Nous demandons aux États de financer leurs plans nationaux de développement laitier et aux institutions régionales, notamment la CEDEAO et l'UEMOA, d'adapter leurs politiques commerciales et fiscales. Nous interpellons aussi les autorités européennes sur l'étiquetage des produits à base de matières grasses végétales et sur les effets de leurs soutiens à la filière laitière.

À travers le Projet d'appui à l'Offensive Lait en Afrique de l'Ouest, nous cherchons à mieux structurer les acteurs, à accroître la production locale et à faciliter son accès aux marchés, notamment grâce aux centres de collecte et à la mobilisation des consommateurs. En 2026, j'ai porté ces enjeux au Salon international de l'agriculture à Paris et au sommet Africa Forward au Kenya.

L'Année internationale des parcours et des éleveurs pastoraux marque une reconnaissance importante de la contribution du pastoralisme à la sécurité alimentaire, aux écosystèmes et aux relations entre les peuples. En mai 2026, j'ai participé à Katmandou au rassemblement mondial des femmes pastoralistes, MERA+16, où nous avons créé un réseau mondial pour porter une voix commune. De mon premier plaidoyer d'enfant à Katmandou, je mesure le chemin parcouru. Si la société civile sait s'organiser, les pouvoirs publics doivent désormais passer à l'action. » ■

*Propos recueillis par
Emilie Langlade et Maë Julien*